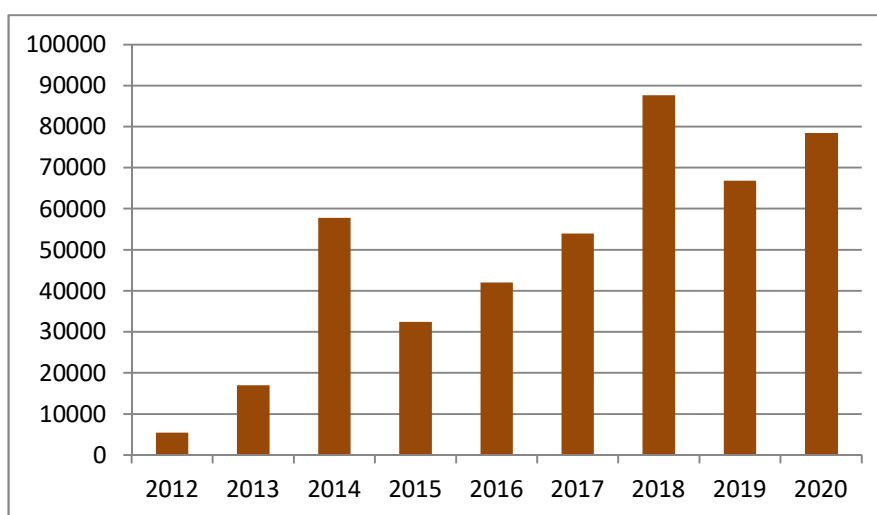


RAPPORT FINANCIER 2020

Volume d'activité

En 2020, le volume d'activités de l'Institut (total des dépenses du compte d'exploitation) est de 78 368 euros, en hausse (+17%) par rapport à 2019. Ce montant est conforme au budget prévisionnel établi en 2019 (78 000 euros).



Evolution du volume d'activités (total des dépenses en euros)

Compte d'exploitation

Le compte d'exploitation, résumé ci-dessous, est détaillé pages suivantes.

Charges	2020	2019	Produits	2020	2019
Achats et services extérieurs	40 437	32 962	Prestations	1 300	1 580
Impôts et taxes (form. prof.)	149	142	Subventions	42 000	40 000
Charges de personnel	37 742	33 736	Cotisations	35 940	26 678
Charges financières			Produits financiers	262	217
Autres charges	40		Autres produits	860	19
Total charges (€)	78 368	66 841	Total produits (€)	80 362	68 494
Résultat (<i>excédent</i>)	1 994	1 653			

Dépenses

Le détail des dépenses s'établit comme suit :

Nature des dépenses	2020	2019
Maintenance informatique	3 216	
Autres prestations	900	
Impression documents, publicité	114	187
Location salles et traiteurs	350	1 599
Achat fournitures bureau	277	703
Location bureau	2 921	2 965
Hébergement web (ovh, mailjet, zoom)	728	140
Assurances	165	166
Frais inscription colloque ou adhésion	100	200
Honoraires expert comptable	583	1 378
Voyages et déplacements	2 323	3 906
Téléphone	120	123
Affranchissements	17	20
Services bancaires	224	283
Autres charges	40	
Indemnités de stage	2 566	
Mise a disposition de personnel	28 400	21 300
Personnel salarié	35 176	33 729
dont salaires	27 010	25 812
dont charges sociales	8 166	7 917
Formation professionnelle	149	142
TOTAL	78 368	66 841

L'évolution par rapport à 2019 est due principalement aux variations suivantes :

- À la baisse :

Une diminution des frais relatifs à l'organisation d'évènements (location de salles et de traiteurs, frais de déplacement des salariés, des administrateurs et des intervenants) du fait du confinement imposé par la crise sanitaire.

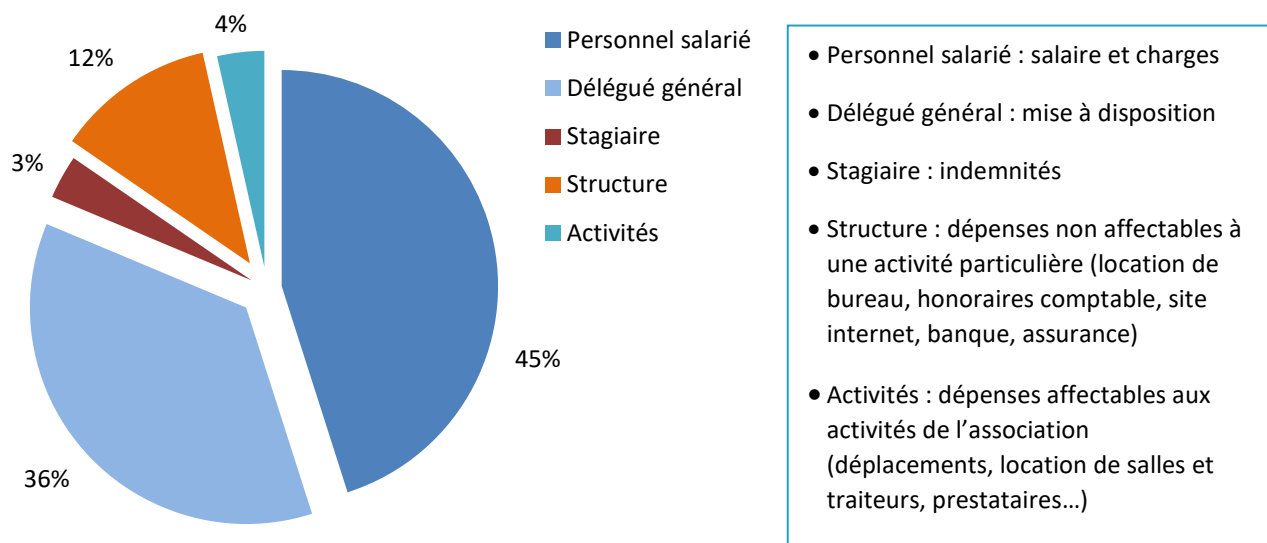
- A la hausse :

Un retour au niveau antérieur du temps de travail du délégué général (40% d'un temps plein en 2020) après une diminution en 2019 (30%).

Un stage rémunéré de 4,5 mois (Martin Rabaux)

Une prestation informatique qui a permis de rénover le site et de corriger un certain nombre de dysfonctionnements. Elle sera reconduite en 2021.

La structuration des dépenses est la suivante :



Ressources

Les ressources de l'association sont constituées de :

Subventions

La Fondation de France a attribué une subvention à l'Institut pour l'année 2020, d'un montant de 50 000 euros, dont 40 000 euros ont été effectivement versés (le solde sera versé en 2021). Une subvention de 15 000 euros a également été octroyée par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) pour la contribution de l'Institut à la mise en pace de la plateforme « Territoires en commun ».

Cotisations

Le montant des cotisations 2020 (40 940 euros) est sensiblement supérieur à celui de 2019 (26 678 euros) qui était déjà en forte augmentation depuis l'année précédente. Le nombre de cotisants individuels évolue peu mais le nombre de membres personnes morales passe de 17 à 28.

En 2020, les personnes morales ayant adhéré à l'Institut sont :

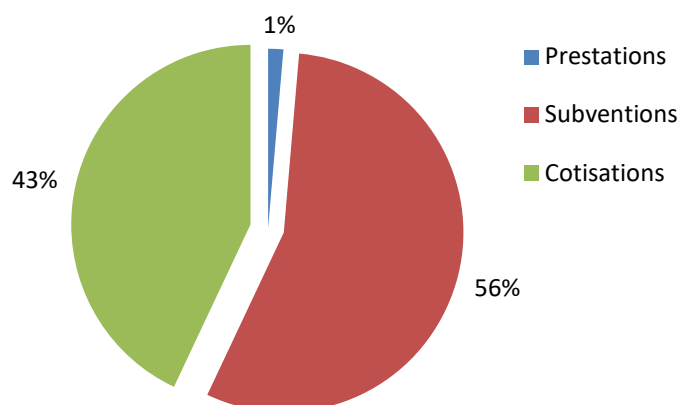
- des entreprises de conseil dans le domaine de la participation (Res publica ; Mazars Alter&Go Concertation ; Cap Collectif ; Consortium Consultants ; Consult Vox ; Julie Maurel ; Trait Clair ; Nalisse ; Numéricité ; Open Source Politics) ;
- de grandes entreprises (Engie ; RTE ; SNCF Réseaux ; Storengy)
- des Conseils départementaux (Gironde, Haute Garonne, Loire-Atlantique, Pyrénées Atlantiques)
- des villes et métropoles (Ville de Dunkerque ; Grenoble Alpes Métropole ; Bordeaux Métropole ; Nantes Métropole ; Métropole européenne de Lille ; Rouen Métropole)
- un organisme interministériel (Conseil national de l'alimentation)
- des associations (Toulouse Fédératrice ; Geysers ; Décider Ensemble) ;

Grâce aux cotisations, l'Institut consolide sa capacité d'auto-financement. La part des cotisations dans le total des produits passe en effet de 16% en 2018 à 39% en 2019 et à 43% en 2020.

► Prestation (vente de services)

Il s'agit d'une intervention pour le Conseil départemental de Haute-Garonne lors d'un évènement organisé par ce dernier en janvier 2020.

Le graphique suivant présente la part relative de ces ressources dans le budget 2019.



Par rapport à 2019, la part des prestations diminue (de 2% à 1%), ainsi que celle des subventions (de 58 à 56%) alors que la part des cotisations augmente (de 39 à 43%).

Il faut noter que l'activité de l'Institut n'a pas diminué en 2020 et ses produits se sont accrus en volume malgré la crise sanitaire. L'association n'a donc pas eu recours au chômage partiel.

Résultat

L'activité de 2019 dégage un excédent (1994 euros). Une partie non consommée des produits 2020 (20 000 euros) a été passée en réserve pour les années à venir et s'ajoute aux 5000 euros déjà inscrits dans les produits constatés d'avance.

Bilan

Actif	2020	2019	Passif	2020	2019
Créances	12 100	3 981	Report à nouveau	18 452	16 799
Disponibilités	43 629	29 408	Résultat	1 994	1 653
Charges constatées d'avance	94	14	Dettes fournisseurs		7 785
Immobilisations financières (caution)	125		Dettes fiscales et sociales	10 502	2 166
			Produits constatés d'avance	25 000	5 000
Total	55 948	33 403	Total	55 948	33 403

A l'actif du bilan :

Les créances sont constituées principalement d'une subvention accordée en 2020 mais pas encore versée au 31 décembre.

Les disponibilités (sommes disponibles sur le compte bancaire) augmentent sensiblement, ce qui reflète la bonne santé de l'association en 2020.

Au passif du bilan :

Le report à nouveau, qui représente le fonds associatif, augmente légèrement en 2020 du fait du résultat positif de 2019. Il augmentera donc de nouveau en 2021 du fait de l'excédent 2020.

Les dettes fiscales et sociales sont constituées de charges sociales reportées automatiquement par les organismes sociaux à 2021 en raison de la crise sanitaire. Elles seront réglées en 2021.

Les produits constatés d'avance augmentent sensiblement du fait que certaines ressources n'ont pas été utilisées en 2020.

Trésorerie

La situation de l'association est saine : pas de dettes ni de créances douteuses, pas de problèmes de trésorerie au cours de l'année.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES 2021

Ressources

Les ressources prévisionnelles 2021 sont les suivantes :

- la Fondation de France nous a accordé une subvention de 40 000 euros pour les années 2021 et 2022.
- La subvention de l'ANCT (15 000 euros) sera reconduite pour 2021.
- Plusieurs demandes de subventions seront faites en 2021 pour de nouveaux projets.
- Selon les estimations actuelles, les adhésions de personnes morales poursuivront leur croissance et le montant des cotisations devrait donc augmenter. A plus long terme, la recherche de nouveaux adhérents dépend des efforts de l'équipe et des administrateurs.
- Les produits constatés d'avance constituent une réserve significative.

Dépenses

L'évolution des dépenses pourrait être la suivante :

- Les dépenses de structure (location du bureau, internet, assurance, etc.) seront globalement maintenues.
- Les frais liés au personnel vont s'accroître légèrement du fait de l'augmentation de salaire de la chargée de mission ainsi que de frais de télétravail et d'une prime exceptionnelle, décidés en mars 2021.
- Les dépenses liées aux activités (location de salles, traiteurs, prestataires, frais de déplacement) pourraient augmenter si les restrictions liées à la crise sanitaire diminuent au cours du second semestre 2021.
- Des dépenses spécifiques seront engagées pour le projet de revue si les moyens le permettent.

Perspectives

On peut déjà dire que l'équilibre financier sera assuré en 2021 et probablement en 2022. L'incertitude demeure pour 2023, en fonction de la reconduction de la subvention de la Fondation de France ou, dans le cas contraire, de la capacité de l'Institut à trouver des relais.

Le compte d'exploitation prévisionnel suivant a été établi sur la base des informations disponibles à ce jour et d'hypothèses réalistes. Il n'intègre pas les ressources et dépenses éventuelles liées au projet de revue, qui sont encore incertaines à ce stade, ou les décisions qui seront prises en cours d'année 2021.

Charges	2020	2019	Produits	2020	2019
Achats et services extérieurs	41 600	43 003	Prestations		1 300
Impôts et taxes (form. prof.)	155	149	Subventions	60 000	42 000
Charges de personnel	37 535	35 176	Adhésions	50 850	35 940
Charges financières	0	0	Produits financiers	200	262
Autres charges	0	40	Autres produits		860
Total charges (€)	79 290	78 368	Total produits(€)	116 050	80 362
Résultat (<i>excédent</i>)	31 760	1 994			